

Palestine

Un océan d'humanité se lève pour la Palestine

- Les Canadiens sont avec la Palestine
- Reportage photo – 19-22 octobre

Palestine

Un océan d'humanité se lève pour la Palestine



La semaine dernière, des manifestations ont eu lieu dans le monde entier, à grande échelle, pour soutenir le peuple palestinien. D'une seule voix, un océan d'humanité s'est levé contre les assauts génocidaires d'Israël, soutenu par les États-Unis et avec l'appui de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie et des pays européens, tous déterminés à maintenir leur hégémonie sur les affaires mondiales. Quels que soient les crimes que commet l'État sioniste israélien, les cercles officiels de ces pays leur trouvent des excuses au nom des droits humains, de la démocratie et de leur soi-disant ordre international fondé sur des règles. Le monde entier voit qu'ils offrent l'impunité à Israël pour les crimes qu'il commet et pour leurs guerres de destruction contre ceux qui refusent de se soumettre à leurs objectifs de domination mondiale.

Pendant ce temps, l'armée israélienne a informé les Palestiniens de Gaza qu'ils seraient identifiés comme « partenaires d'une organisation terroriste » s'ils ne suivent pas l'ordre d'évacuation forcée vers le sud. Les tracts distribués le 21 octobre s'adressaient aux habitants de Gaza et se lisaient comme suit : « Avertissement urgent aux habitants de Gaza. Votre présence au nord de Wadi Gaza met votre vie en danger. Quiconque choisit de ne pas quitter le nord pour se rendre au sud de Wadi Gaza pourrait être identifié comme complice d'une organisation terroriste. »

La dernière menace terroriste d'Israël intervient alors que des sources officielles, l'armée israélienne et les médias répètent qu'Israël est à la veille de lancer une invasion terrestre meurtrière à Gaza, tout

en maintenant la rupture de l'approvisionnement en eau, en nourriture, en carburant et en électricité complètement dans la bande assiégée, quelles qu'en soient les conséquences pour la population.

Sous la pression internationale, Israël a autorisé le 21 octobre un convoi humanitaire de 20 camions à entrer dans la bande de Gaza depuis le côté égyptien, par le point de passage de Rafah, et 14 autres ont été autorisés le lendemain.

L'autorisation ne permet toutefois pas l'entrée de carburant dans la bande de Gaza, ce qui signifie que les hôpitaux et l'approvisionnement en eau restent paralysés. Les habitants de Gaza assiégés dépendent de convois de 150 camions par jour pour survivre. Après 16 jours sans eau, nourriture, carburant ou électricité, il s'agit d'un acte cruel qui ajoute à la souffrance du peuple palestinien et à la condamnation internationale d'Israël, des États-Unis et de pays tels que la

Grande-Bretagne, le Canada, la France, l'Allemagne et d'autres qui gardent le silence devant les crimes commis, tout en faisant des déclarations qui les approuvent et en prenant des mesures pour criminaliser la dissidence sous le prétexte que la dissidence soutient le terrorisme.



Des camions d'aide au passage de Rafah entre l'Égypte et Gaza, le 22 octobre 2023

Le 18 octobre, les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui aurait appelé à des « pauses humanitaires » pour apporter une aide vitale à des millions de personnes à Gaza. L'échec du Conseil de sécurité de faire une première intervention publique sur la crise humanitaire provoquée par Israël fait suite au rejet d'un projet de résolution allant dans ce sens présenté par la Russie le 16 octobre.



Le bilan des attaques israéliennes dans la bande de Gaza s'élève à 4 651 morts, dont 62 % sont des enfants et des femmes, tel que recensé par le ministère palestinien de la Santé le 22 octobre. Selon les Nations unies, au 20 octobre, un tiers des habitations de la ville de Gaza avaient été détruites par les bombardements israéliens. Environ 1,4 million de Palestiniens ont été déplacés à l'intérieur de la bande de Gaza, dont près de 580 000 ont trouvé refuge dans 150 abris d'urgence désignés par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de la Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Le

nombre moyen de personnes déplacées par abri a atteint plus de 2,5 fois leur capacité d'accueil.

Selon le ministère du Logement de Gaza, au moins 42 % (164 756) de tous les logements de la bande de Gaza ont été détruits ou endommagés. Le ministère du Patrimoine et des Affaires religieuses, basé à Gaza, a annoncé que 26 mosquées ont été détruites.

Les partenaires de l'ONU en matière de santé indiquent qu'ils ont détecté des cas de varicelle, de gale et de diarrhée, imputables aux mauvaises conditions sanitaires et à la consommation d'eau provenant de sources non sécuritaires. « L'incidence de ces maladies devrait augmenter à moins que les installations d'eau et d'assainissement ne soient alimentées en électricité ou en carburant pour reprendre leurs activités », a indiqué le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, a lancé un appel pour que cessent les attaques incessantes d'Israël contre des lieux tels que les écoles, les hôpitaux et les domiciles de son personnel dans la bande de Gaza.

Dans une déclaration publiée au cours de la fin de semaine, il a réaffirmé que la protection des civils devait être considérée comme « l'obligation légale non négociable » à tout moment.

« Soyons clairs : protéger les civils en temps de conflit n'est pas une aspiration ou un idéal; c'est une obligation et un engagement envers notre humanité commune », a déclaré le commissaire général de l'UNRWA.

M. Lazzarini a également appelé Israël à s'abstenir d'attaquer les installations civiles « dont les écoles, les hôpitaux, les lieux de culte et les maisons des civils, y compris celles du personnel de l'UNRWA ». Il a indiqué que 29 membres de son personnel ont été tués dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre.



Des habitants de Gaza déplacés par la campagne de bombardements israélienne sont hébergés dans une école de l'UNRWA à Khan Younis, le 23 octobre 2023.

En Cisjordanie, des colons israéliens lourdement armés continuent de déloger les habitants de leurs maisons. « Au moins 84 ménages palestiniens, comprenant 545 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, ont été déplacés de 13 communautés d'éleveurs bédouins dans la zone C de la Cisjordanie depuis le 7 octobre sur fond d'intensification de la violence des colons et de restrictions d'accès », rapporte l'OCHA.

Cette semaine, Israël a ajouté les frappes aériennes à sa liste de crimes ainsi que les attaques directes contre les Palestiniens en Cisjordanie. Une opération des forces de sécurité israéliennes comprenant des frappes aériennes a duré 28 heures dans le camp de réfugiés de Nur Shams en Cisjordanie. Au moins 13 Palestiniens ont été tués, dont cinq enfants. Au moins 82 Palestiniens ont été tués rien qu'en Cisjordanie au cours des 16 derniers jours. Cette année, plus de 270 Palestiniens ont déjà été tués en Cisjordanie, dont 20 % d'enfants et plus de la moitié de réfugiés. L'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) a été contraint de suspendre ses services, notamment les écoles, la santé et la collecte des déchets solides.



Israël a de nouveau attaqué les aéroports syriens de Damas et d'Alep, causant des dommages matériels aux pistes, les mettant hors service, et tuant au moins un employé de l'aéroport, rapportent les agences de presse. Les attaques précédentes ont eu lieu le 12 octobre.

Bloomberg rapporte que des responsables américains sont fortement impliqués dans l'élaboration des plans israéliens visant à lancer une invasion terrestre de la bande de Gaza. « Trois hauts fonctionnaires israéliens, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, affirment que le rôle et l'influence des États-Unis dans cette guerre contre le Hamas sont plus profonds et plus intenses que tous ceux exercés par Washington dans le passé », a rapporté Bloomberg le 19 octobre. Les planificateurs américains ont apporté leur soutien total à la campagne de génocide menée par Israël à Gaza, car ils partagent apparemment le même objectif, à savoir « la destruction de l'infrastructure militaire du Hamas », sous le prétexte que la surveillance américaine « limitera les pertes parmi les deux millions de civils qui vivent à Gaza ».

Le 22 octobre, les Brigades Al-Qassam, l'aile militaire du Hamas, ont annoncé qu'elles avaient repoussé la première tentative des forces terrestres israéliennes d'entrer dans Gaza. Les Brigades Al-Qassam ont réussi à tendre une embuscade à une unité militaire israélienne à l'est de Khan Younis, après qu'elle a franchi la clôture temporaire de plusieurs mètres. « Les combattants ont engagé le combat avec la force infiltrée, détruisant deux bulldozers et un char, et ont obligé la force

à se retirer. Ils ont regagné leurs bases en toute sécurité. » Les autorités israéliennes ont seulement reconnu que l'incident s'était produit et que quatre soldats israéliens avaient été blessés, dont un grièvement.

Il s'agit du premier affrontement direct entre les combattants palestiniens de Gaza et l'armée israélienne massée à la frontière depuis le début de la guerre.

Par ailleurs, une importante déclaration a été faite le 21 octobre par le cheikh Naïm Qassem, secrétaire général adjoint du groupe de résistance libanais Hezbollah. Il y réaffirme l'entière solidarité du Hezbollah avec les organisations de la résistance palestinienne à Gaza.

« Le Hezbollah s'engage à suivre le rythme et l'affrontement dans le cadre de sa vision pour servir la victoire de la résistance, la libération de la Palestine et d'al-Qods, et ce qui sert notre nation », indique la déclaration.

Le texte intégral de la déclaration suit, tel qu'il a été fourni par le Hezbollah aux médias arabes et internationaux par le biais de son canal sur Telegram.

Le député du Hezbollah auprès du secrétaire général, le cheikh Naim Qassem, a déclaré ce qui suit :

L'occupation mène une guerre systématique d'anéantissement et de destruction visant les civils, y compris les enfants, les femmes et les personnes âgées, à Gaza.

Le Hezbollah s'est engagé à suivre le rythme et l'affrontement dans le cadre de sa vision pour servir la victoire de la résistance, la libération de la Palestine et d'al-Qods, et ce qui sert notre nation.

Aujourd'hui, nous sommes au coeur de la bataille et nous accomplissons des exploits. Trois brigades israéliennes font face au Hezbollah, tandis que cinq brigades font face à Gaza.

Si les événements continuent de se dérouler et nécessitent un engagement plus important de notre part, nous le ferons.

Ce que nous faisons actuellement dans le sud est une étape qui s'aligne sur la confrontation. Si la situation exige plus, nous ferons plus, et l'ennemi est perplexe.

Si l'ennemi intervient davantage, les choses prendront de l'ampleur, et nous disons à ceux qui nous contactent qu'ils doivent d'abord mettre fin à l'agression pour éviter que le conflit ne s'aggrave.

Nous ne sommes pas obligés de clarifier notre plan, et l'ennemi doit se contenter de la défaite qu'il a subie, sinon il devra faire face à une défaite encore plus grande, sans espoir de victoire.

L'incursion terrestre israélienne à Gaza sera un cimetière pour l'ennemi, et il n'y a rien d'autre devant lui que la défaite, alors que nous n'avons rien d'autre devant nous que la victoire.

Des manifestations ont également lieu en Israël. Des centaines de personnes ont participé à une manifestation devant le ministère de la Guerre le 21 octobre. Ils ont demandé le retour des Israéliens détenus par le Hamas et ont également appelé le premier ministre israélien Netanyahu à démissionner, le tenant comme responsable de la situation actuelle.

Ofer Kassif, membre de la Knesset, a été suspendu par le comité d'« éthique » de la Knesset pour

45 jours et s'est vu retirer son salaire, pour avoir parlé d'« un lien entre le contenu de l'Holocauste et la politique actuelle du gouvernement en temps de guerre ». M. Kassif a qualifié les bombardements israéliens et les plans d'invasion de Gaza comme une « solution finale » d'Israël au problème palestinien. Sa suspension est en guise d'avertissement aux membres de la Knesset qui devront « s'exprimer avec prudence en ce moment, à la lumière de la sensibilité du public » et s'abstenir de déclarations « qui pourraient nuire à la sécurité de l'État et du public pendant les combats ».

Ofer Kassif n'a pas cédé. Il a répondu : « Mes déclarations politiques contre l'occupation et la guerre ne sont pas des déclarations contre Israël, car la paix et la justice sont au service d'Israël et de ses habitants. Même en ces temps difficiles, je ne resterai pas silencieux et je continuerai de me battre pour le public et les principes pour lesquels j'ai été élu – la paix, l'égalité et la justice pour tous. »

Nous sommes tous des Palestiniennes et Palestiniens

La déclaration suivante a été publiée par le Syndicat des professeurs et des employés de l'Université de Birzeit, en Palestine occupée, le 11 octobre 2023 :

L'année 2023 restera dans l'histoire comme l'année où les Palestiniennes et Palestiniens se sont dressés avec bravoure face au fascisme colonial, pour défendre leurs maisons, leur humanité et leurs vies. Les Palestiniennes et Palestiniens, en tant que peuple, ont enduré plus d'un siècle de violence coloniale. Nous avons tout de même prospéré et nous continuerons à le faire. Nous ne parlons pas de notre droit à la résistance, il ne s'agit pas d'un droit, mais d'une façon d'être et d'un moyen de survie.

Le sionisme, l'État colonisateur et l'ensemble du système colonial issu de cette idéologie fasciste ne peuvent plus se cacher sous le masque de l'humanisme. En Palestine, en 2023, nous ne revendiquons pas notre droit à raconter. Notre capacité à raconter ne nous a jamais échappé, et la résistance dans toutes ses formes se passe de l'approbation préalable des codes figés du droit international.



Les opprimés n'ont pas à revendiquer l'autorité sur leur propre oppression; ce sont les événements historiques en cours – notre histoire – qui nous confèrent cette autorité. Nous ne considérons pas qu'il est de notre devoir d'exposer la barbarie sanglante du sionisme; leurs actions en tant qu'État fasciste et armée sanguinaires sont plus que suffisantes pour accomplir cette tâche. Il est de notre devoir par contre de nous saisir de ce moment non pas en tant que victimes, mais en tant que peuple qui se souviendra, survivra et résistera.

Notre histoire relatera cet épisode non seulement comme un témoignage de la brutalité coloniale, mais aussi comme un témoignage de notre détermination à vivre et à résister à cette brutalité. Nous restons attachés à notre terre et à notre humanité en tant qu'Arabes palestiniens et il n'est pas nécessaire de prouver notre humanité à ceux qui ont perdu la leur.

Il pourrait néanmoins être utile de nous rappeler, ainsi qu'aux autres, les crimes qui

ont été et sont actuellement commis en Palestine – des crimes qui ont commencé avec l'imposition violente du sionisme sur la terre et le peuple de Palestine. Cette liste est longue et ne peut être résumée rapidement, mais pour celles et ceux qui ont choisi de se tenir aux côtés des opprimés, en solidarité avec notre lutte, nous vous demandons de garder ces points à l'esprit lorsque vous parlez de liberté et de libération – la tête haute, comme toujours, guidés par le devoir envers nos martyrs et par la justesse de notre cause. En dressant cette liste, nous nous rendons compte que des termes tels que « crimes de guerre », « génocide », « apartheid », « criminalité » et « inhumanité » sont inadaptés et insuffisants pour décrire ce que l'État d'Israël a fait et continue de faire :

- Une puissance coloniale ne peut revendiquer le droit à l'autodéfense contre le peuple soumis à son occupation. Il n'y a pas d'équivalence morale entre le colonisateur et le colonisé – même si les médias tentent de prétendre le contraire;

- Conformément à leur *modus operandi*, les militaires israéliens, dans leur guerre contre Gaza, ont directement ciblé notre peuple en bombardant des maisons, des hôpitaux, des orphelinats, des terrains de jeu, des écoles, des universités, des mosquées, des églises et des espaces publics, tuant délibérément autant de Palestiniennes et de Palestiniens que possible, bombardant même les morts dans les cimetières. Couper et cibler les conduites d'eau, les centrales électriques, les services d'urgence et autres installations civiles essentielles c'est l'action d'une puissance génocidaire, rendue encore plus agressive par le cynisme des discours sionistes sur la « pureté des armes » : cette pureté ne se réfère manifestement qu'à la capacité de leurs armes à être utilisées en tout temps et contre toutes les Palestiniennes et tous les Palestiniens.

- La violence de la couverture médiatique sioniste (reprise largement à travers le monde) persiste à blâmer les opprimés pour les crimes de l'opresseur. L'ironie de la prétention sioniste au statut de victime se révèle à travers le génocide commis par l'armée israélienne, qui poursuit son objectif de vider la Palestine des Palestiniennes et Palestiniens. Ces crimes ne sont pas nouveaux et font partie intégrante du projet sioniste. Aujourd'hui encore, les massacres et l'exil forcé des réfugiés palestiniens se poursuivent et le monde entier assiste à la scène;

- Le racisme génocidaire flagrant du discours politique israélien : l'appel obscène, pornographique, à la mise à mort des Arabes lancé par les politiciens sionistes de tous les bords est du fascisme et ne peut être compris autrement que comme un soutien à la poursuite de la violence génocidaire et au fascisme colonial des occupants, inhérents à l'histoire de l'idéologie sioniste;

- La transformation de la bande de Gaza en prison et la condamnation criminelle à l'isolement, depuis maintenant seize ans, d'une population entière via le blocus et le siège sur Gaza;

- La criminalisation de la résistance, y compris l'auto-criminalisation du droit de résister. Tout le sang versé est imputé aux opprimés et les crimes de l'invasion coloniale sont systématiquement ignorés;

- L'injustifiable crime de silence et de complicité perpétré par les pays du monde entier – y compris les régimes arabes et musulmans soumis au pouvoir écrasant des États-Unis – qui, au pire, soutiennent ouvertement le génocide ou, au mieux, se font les témoins muets des crimes des colons;

- La complicité américaine évidente dans le massacre d'un peuple entier. Les sionistes

et les Américains, avec la complicité des régimes arabes, ont perpétré des crimes contre le peuple palestinien qui montrent ce qu'est le fascisme au XXI^e siècle;

- Le crime historique continu que constitue le déni total du droit politique de la nation palestinienne à l'existence, à la résistance, au retour et à l'autodétermination.

Nous, Palestiniennes et Palestiniens, avons droit à la liberté. Il ne s'agit pas d'un droit inscrit dans les mots approximatifs des textes juridiques, c'est notre dignité humaine qui nous pousse à lutter pour la liberté. La résistance palestinienne a été criminalisée depuis le début de l'invasion coloniale de la Palestine. Maintenant que notre résistance a utilisé des tactiques de guérilla, nous sommes devenus les oppresseurs ! Quel est l'objectif de l'armée israélienne ? Incapable de contrer les résistants, l'aviation bombarde Gaza assiégée, visant tout et rien à la fois ! Essaient-ils, en vain, de poursuivre la guerre génocidaire commencée dès l'arrivée des sionistes sur notre terre ? D'achever l'effacement de 1948 ?

Compte tenu de tout ce que nous savons et de tout ce que nous avons vu, nous devons agir et choisir la justice et l'humanité et lutter contre l'oppression coloniale. Nous sommes tous des Palestiniennes et Palestiniens désormais, et nous devons tous agir immédiatement contre les vrais criminels et nous lever face au monstre colonial et à sa barbarie. Le sionisme est un projet de colonisation génocidaire qui repose sur une mythologie fausse et se nourrit d'une violence sans fin à l'encontre du peuple autochtone de Palestine – il doit être considéré et traité comme tel. Les discours sur la liberté – politique, académique ou sociale – tombent dans l'oreille d'un sourd tant que les vrais criminels ne sont pas nommés et traités comme tels.

Nous, en Palestine occupée – et toutes les Palestiniennes et tous les Palestiniens – ne nous faisons pas d'illusions sur les rêves poétiques du triomphe de la plume sur l'épée. L'épée a trop profondément entamé notre chair aux mains d'un ennemi à qui la communauté internationale hypocrite et l'histoire impériale ont accordé le monopole à la fois de l'épée (celle qui tue) et de la plume (celle qui raconte les tueries). En tant qu'intellectuels et universitaires travaillant en Palestine occupée, nous devons utiliser nos mots, même s'ils semblent futiles en ces temps décisifs. Nous avons foi dans les esprits courageux de notre peuple, dans notre résistance et dans le triomphe de la liberté, ainsi que dans nos droits inaliénables. Nous proclamons qu'en cette période historique critique et urgente, nous vaincrons – la justice vaincra. Nous ne sommes pas des victimes passives; nous avons été assassinés, mutilés et exilés par un État colonial mû par une idéologie haineuse et violente, mais nous ne nous laisserons pas réduire au silence. Notre résistance nous montre la voie, nous restons inébranlables et nous triompherons.

11 octobre 2023

Syndicat des professeurs et des employés de l'Université de Birzeit, Palestine occupée

(Pris sur le site web de l'Union juive française pour la paix)



Les Canadiens sont avec la Palestine

Ottawa, 22 octobre

Le dimanche 22 octobre, plus de 15 000 Canadiens d'origine palestinienne et de sympathisants de la

région d'Ottawa-Gatineau ont manifesté dans le centre-ville d'Ottawa pour dire au gouvernement du Canada d'exiger la fin au siège de Gaza et un cessez-le-feu immédiat.



Ottawa, 22 octobre 2023

Au rassemblement avant la marche, au Monument pour les droits de la personne sur la rue Elgin, les orateurs se sont succédé pour dénoncer le génocide perpétré contre la population de Gaza et ont vertement critiqué tous les partis cartellisés du Canada pour la lâcheté dont ils font preuve à soutenir le génocide et les crimes contre l'humanité et à aider à justifier l'effusion du sang palestinien. Les slogans et les pancartes exprimaient clairement que Justin Trudeau ne peut plus se cacher, que son soutien ouvert au génocide est démasqué et que l'élite au pouvoir se trouve du mauvais côté de l'histoire.

« Les gouvernements et les médias ne cessent de parler des otages israéliens, alors qu'année après année, des milliers de prisonniers sont détenus dans les prisons israéliennes, y compris des enfants », a déclaré un orateur. Un rabbin a pris la parole pour expliquer qu'il est extrêmement important de comprendre que les sionistes israéliens ne parlent pas au nom des personnes de confession juive. « Dans notre humanité et notre foi, nous ressentons la douleur du peuple palestinien, nous sommes contre le génocide du peuple palestinien et nous demandons qu'on y mette fin », a-t-il dit. Il a souligné que la population juive d'Israël organise de nombreuses manifestations à cet effet et que non seulement les médias refusent d'en parler, mais elles sont violemment réprimées par les forces policières. Des personnes ont même été arrêtées alors qu'elles priaient dans leur synagogue, a ajouté le rabbin.

Le téléjournal de 18 heures de Radio-Canada a mentionné à contrecœur une manifestation de « plusieurs milliers de personnes » après avoir présenté un « bilan » des événements. Ce « bilan » de Radio-Canada était fait pour semer le maximum de confusion : il a parlé du « conflit Israël-Hamas » et du « rôle de l'Iran » et montré le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le président israélien Benjamin Netanyahu proférant des menaces contre le Hamas, donnant libre cours à des avertissements de mort et de destruction imminentes. Ces menaces qui révèlent l'intention de commettre des actes odieux sont en elles-mêmes déplorables.

La chaîne RDI ne dit pas que les seuls pays au monde qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada, les pays de l'Union européenne et quelques autres que les États-Unis ont cajolés sous peine d'anéantissement. Le Hamas ne figure sur aucune liste des Nations unies. Le fait est que les masses de personnes qui manifestent sont claires : il n'y a pas d'équivalence morale entre « le droit d'Israël de se défendre » et la lutte de résistance du peuple palestinien. La notion de droit de se défendre qu'Israël invoque pour commettre un génocide est rejetée avec force dans le monde entier, ce qui expose comme étant

honteux le soi-disant droit humanitaire qu'invoque le gouvernement Trudeau, les partis cartellisés ayant des députés au parlement et les partisans enragés des plans d'Israël de s'emparer de toute la Palestine historique. Leurs conceptions des droits humains, de la démocratie et de la paix sont en lambeaux.

Les participants à la manifestation ont déclaré que c'est grâce au tollé continu de l'opinion publique, qui s'oppose à tous les mensonges et à toutes les distorsions médiatiques, qu'au sein des partis politiques et dans tout l'éventail politique il s'en trouve qui ont le courage d'exprimer leur désaccord. Beaucoup se rangent ouvertement du côté de la résistance palestinienne et d'autres exigent un cessez-le-feu contre la poursuite des frappes aériennes, la mort, la destruction et l'imminence d'une offensive terrestre. Des membres de Labour for Palestine ont distribué des tracts intitulés : « Arrêtez d'attaquer la solidarité avec la Palestine – Défendez la liberté d'expression ». On y lit : « Au Canada, nous avons été témoins de campagnes de diffamation et d'intimidation contre des personnes appelant à la paix ou manifestant leur solidarité avec le peuple palestinien, dont Sarah Jama, députée du NPD de l'Ontario, et Fred Hahn, président du Syndicat canadien de la fonction publique de l'Ontario. Ces attaques doivent cesser. Les syndicats doivent envoyer un message clair à leurs membres et aux travailleurs du monde entier : si vous êtes sanctionnés pour avoir exprimé votre identité et votre culture palestiniennes, ou pour avoir manifesté votre solidarité avec la Palestine, nous vous protégerons et nous nous battons pour vos droits. »

Montréal, 20 et 22 octobre



À Montréal, le dimanche 22 octobre environ 20 000 personnes sont descendues dans la rue pour réaffirmer qu'elles ne font qu'un avec le peuple palestinien. Avant et pendant la marche, les gens ont scandé : « Libérez la Palestine ! Mettez fin à l'occupation ! L'occupation est un crime ! Que voulons-nous ? La justice ! Quand la voulons-nous ? Tout de suite ! Chaque fois que les médias mentent, un habitant de Gaza meurt ! Nous voulons la justice ! Dites-moi comment ? Mettez fin au siège de Gaza maintenant ! » Ils ont dénoncé le silence inacceptable du Canada face au génocide perpétré par l'État israélien contre le peuple palestinien. La conscience collective reflétée par les nombreuses pancartes et slogans met fin au récit mensonger avancé par les gouvernements et les médias monopolisés selon lequel la résistance à l'occupation est du terrorisme.

Les marcheurs ont traversé le centre-ville de Montréal, longeant la rue Sainte-Catherine et applaudissant chaque fois que quelqu'un déployait un drapeau palestinien depuis un immeuble d'habitation. La pluie froide n'a pas arrêté la détermination des participants, qui ont continué pendant près de trois heures. Ils se sont rendus devant le consulat des États-Unis, et l'action s'est terminée devant le consulat d'Israël, avec d'autres chants et slogans de soutien sans compromis au peuple palestinien et de condamnation des crimes commis par Israël. Par leurs actions, ils ont montré que ce n'est pas au peuple de rendre des comptes de son soutien au mouvement de résistance à l'occupant, mais aux gouvernements et aux médias monopolisés de rendre des comptes pour leur soutien au génocide.

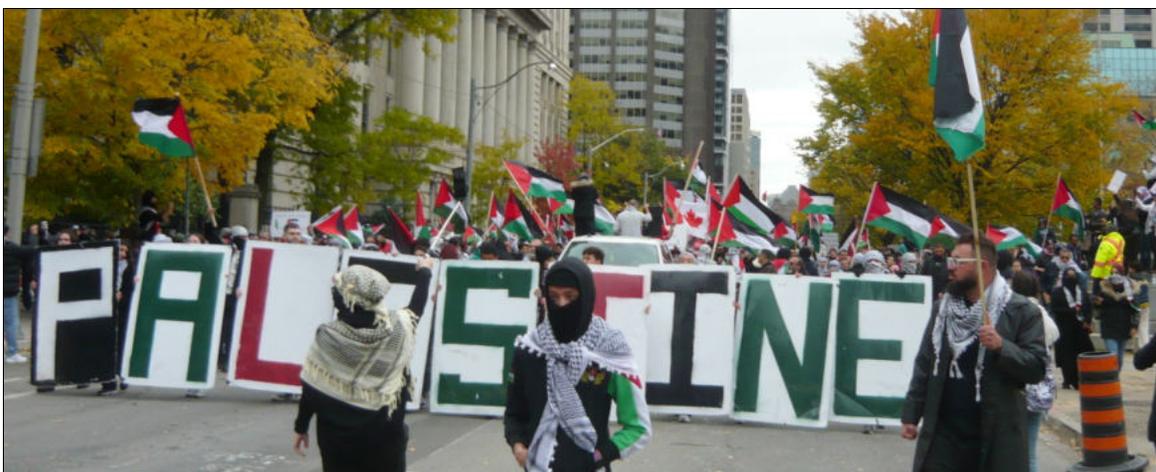
Deux jours plus tôt, le vendredi 20 octobre, plus d'une centaine d'étudiants se sont rassemblés sur le campus de l'Université McGill en réponse à l'appel national lancé à s'opposer à la criminalisation de ceux qui soutiennent la Palestine. Ils ont exprimé leur opposition à la dernière mesure prise par l'administration de McGill pour réduire au silence les étudiants et les organisations qui adoptent une position de principe pour défendre le droit des Palestiniens de résister à l'occupation israélienne, qui dure depuis 75 ans.

Un orateur après l'autre a rappelé à la foule les politiques actuelles d'universités telles que McGill qui soutiennent l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza parce qu'elles reçoivent des fonds de l'armée israélienne, en participant à une mission commerciale québécoise en Israël en 2017, et s'opposent au mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) parce qu'il est « contraire aux principes de la liberté académique », etc.

Solidarity for Palestinian Human Rights McGill (SPHR McGill), rejoint par l'Association des étudiants en sociologie de McGill, l'Association des étudiants diplômés employés de McGill (AGSEM) et quelques membres du corps professoral, ont tour à tour dénoncé les hauts responsables de l'université qui, selon les termes de la motion du 18 octobre adoptée par le Conseil des délégués de l'AGSEM, « n'a condamné aucune attaque ou violence perpétrée par Israël contre des civils palestiniens, mais a condamné sélectivement celles du Hamas contre des civils israéliens ». En fait, l'employeur s'est efforcé de réduire au silence la seule voix des étudiants palestiniens sur le campus : Les étudiants de McGill pour les droits humains palestiniens (McGill SPHR). [...] Depuis le 7 octobre, des membres de la haute administration de McGill ont envoyé plusieurs courriels à l'ensemble de l'université pour condamner le club étudiant SPHR, soutenu par la Société des étudiants de l'Université McGill (SSMU). Ces courriels affirment que les déclarations de SPHR sur les médias sociaux célèbrent la violence et nuisent aux communautés juives et musulmanes sur le campus. Dans une déclaration du 10 octobre, McGill a révoqué l'autorisation accordée à SPHR d'utiliser le nom de McGill, mettant ainsi en péril son statut de club étudiant. »

Les manifestants se sont ensuite rendus au bureau montréalais du premier ministre Legault pour dénoncer la complicité du gouvernement Legault avec ces crimes. Là, ils se sont joints à plus d'une centaine d'autres manifestants qui venaient du consulat américain où ils ont condamné le soutien total de l'administration Biden aux crimes israéliens contre la population de Gaza.

Toronto, 20 et 22 octobre



Quelque 10 000 personnes de la région métropolitaine de Toronto et des villes environnantes ont participé à un rassemblement à Toronto le samedi 21 octobre pour appuyer la population de Gaza

qui défie héroïquement les assauts brutaux du régime sioniste israélien soutenu par les États-Unis et qui défend son droit d'exister. L'événement organisé par Toronto For Palestine a commencé par un rassemblement devant le consulat américain et été suivi d'une marche.

Les orateurs ont dénoncé le président américain Joe Biden pour avoir donné le feu vert au gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu pour commettre des crimes de guerre contre les Palestiniens, ainsi que pour avoir fourni des milliards de dollars supplémentaires d'aide militaire et de soutien à l'escalade de ces attaques qui ont tué plus de 1 000 enfants palestiniens. Le premier ministre Justin Trudeau et son gouvernement ont été dénoncés pour leur lâcheté et leur complicité dans les crimes commis contre le peuple palestinien. Le Canada a également été dénoncé pour avoir vendu des armes au gouvernement israélien pour commettre ces crimes. Les bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées et d'églises, de centres communautaires et de maisons ont été dénoncés, ainsi que l'expulsion forcée de centaines de milliers de personnes de leurs maisons. Les orateurs ont dénoncé le silence et la désinformation de la CBC et des autres médias monopolisés devant cette nouvelle Nakba.

Six demandes ont été présentées : 1) établir un corridor sécuritaire pour l'aide humanitaire; 2) permettre aux Palestiniens de Gaza de retrouver leurs familles ailleurs; 3) mettre fin au siège de Gaza et lever le blocus; 4) arrêter le génocide à Gaza; 5) mettre fin à l'occupation; 6) un cessez-le-feu avec la libération totale de la Palestine.

Entre les discours, la foule toujours plus nombreuse a scandé : « *Notre existence est une résistance* », « *Levez le siège de Gaza maintenant* », « *Justin Trudeau tu verras, la Palestine sera libre* » et « *Grands médias, dites la vérité, Israël est un État terroriste* ».

Après les discours, la foule massive a marché vers le sud, puis le long du boulevard Lakeshore et le long de Harbourfront avant de se diriger à nouveau vers le nord jusqu'au consulat des États-Unis, après avoir fait de nombreux arrêts dans le centre-ville. La police de Toronto, y compris un grand nombre de policiers à cheval, a tenté à deux reprises d'empêcher la marche de se diriger vers le sud et l'ouest, mais n'y est pas parvenue.

L'action s'est terminée sur une note positive, les organisateurs soulignant qu'ils continueront à organiser et à se tenir aux côtés du peuple palestinien jusqu'à ce que la Palestine soit libérée.

Deux jours auparavant, le vendredi 20 octobre, des centaines de Torontois, principalement des jeunes, ont participé à trois actions pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien en détresse, exigeant la fin du siège de Gaza et condamnant Israël et les gouvernements des États-Unis et du Canada pour leur soutien à cette deuxième Nakba à Gaza.

Le matin, une action d'urgence de deux heures, à laquelle ont participé 200 personnes, s'est tenue au bureau de circonscription de la vice-première ministre Chrystia Freeland, qui a été vivement dénoncée pour son soutien aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité perpétrés par l'armée israélienne. Ils ont demandé des comptes au gouvernement Trudeau pour son soutien aux attaques brutales d'Israël contre les civils palestiniens et le bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de maisons et de lieux de culte.

À l'Université de Toronto, des centaines d'étudiants se sont rassemblés à 15 heures et les organisateurs ont condamné l'université pour son soutien aux crimes de guerre israéliens et pour le harcèlement des étudiants palestiniens. Plus d'un millier d'entre eux ont ensuite marché jusqu'à Queen's Park pour y rejoindre un rassemblement. Plusieurs centaines d'autres ont rejoint le rassemblement depuis l'Université métropolitaine de Toronto. Sur les deux campus, les étudiants et les professeurs ont dénoncé les politiciens à tous les niveaux, y compris Justin Trudeau, le premier ministre de l'Ontario Doug Ford et la mairesse de Toronto Olivia Chow pour leur participation à la campagne de mensonges et de désinformation visant à justifier les crimes de guerre israéliens et à déshumaniser et criminaliser le peuple palestinien. Les orateurs ont promis leur soutien sans

équivoque au peuple palestinien et à la résistance et ont affirmé que tous les Canadiens épris de justice, de paix et de liberté sont aux côtés de la Palestine. Plusieurs ont condamné la lâcheté honteuse des politiciens et la désinformation et les mensonges des médias, y compris la CBC.

Outre les nombreux intervenants palestiniens aux actions du 20 octobre, des défenseurs de la terre autochtones, des représentants d'organisations juives dont Voix juives indépendantes (VJI), des étudiants et des professeurs ont tous exprimé leur condamnation de l'occupation israélienne et de ses soutiens internationaux, y compris le gouvernement canadien, et ont exprimé leur soutien à la juste cause de la résistance palestinienne et rejeté l'argument de la « légitime défense » d'Israël pour justifier le génocide. L'orateur de VJI a souligné que « Plus jamais » signifie « Plus jamais pour personne » !

Partout au Canada



Vancouver, 21 octobre 2023

Des actions de masse militantes ont eu lieu dans tout le pays. Le reportage photo offert dans ce supplément du *LML* est un témoignage éloquent de la position audacieuse que les Canadiens prennent pour soutenir le peuple de Palestine et son droit d'être.

Rien, absolument rien, ne justifiera la position lâche du gouvernement du Canada, des cercles officiels, des partis politiques cartellisés, de leurs représentants dans les universités et les médias, selon qui les crimes commis contre le peuple palestinien par Israël et ses bailleurs de fonds, à commencer par les États-Unis, peuvent être justifiés au nom du droit d'Israël à « la légitime défense ».

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle toutes les Canadiennes et tous les Canadiens à soutenir ceux qui sont diffamés et criminalisés pour leurs opinions et leurs prises de position en faveur du peuple palestinien par le gouvernement fédéral et ses forces de police, les partis politiques cartellisés et les fonctionnaires à différents niveaux, y compris au sein des établissements d'enseignement, même dans les écoles primaires.



Reportage photo – 19-22 octobre

PALESTINE

Ramallah



20 octobre 2023

Hébron



20 octobre 2023

Naplouse



19 octobre 2023

LIBAN
Camp de réfugiés El Buss



20 octobre 2023
Camp de réfugiés palestiniens



19 octobre 2023

Beyrouth



20 octobre 2023

JORDANIE Amman



20 octobre 2023

Frontière nord (avec Israël)



20 octobre 2023

ÉGYPTE
Le Caire



21 octobre 2023

IRAN
Téhéran



21 octobre 2023





20 octobre 2023

YÉMEN
Sanaa



20 octobre 2023

TURQUIE
Batman



19 octobre 2023



22 octobre 2023

**PAKISTAN
Karachi**



20 octobre 2023

THAÏLANDE
Bangkok



21 octobre 2023

CORÉE
Séoul



20 octobre 2023

CUBA
La Havane





20 octubre 2023
VENEZUELA
Caracas



20 octubre 2023
COLOMBIE
Bogota



21 octubre 2023

ÉQUATEUR
Quito



19 octobre 2023

PÉROU
Lima





21 octobre 2023

ARGENTINE Buenos Aires



19 octobre 2023

AUSTRALIE

À Sydney, 1500 personnes se sont rassemblées dans les rues en scandant « *Free, Free Palestine !* » et « *Down, Down Israel !* ». Des milliers d'autres ont participé à des manifestations à Perth, Brisbane et Hobart, ainsi qu'à Melbourne et Adélaïde.

Brisbane



21 octobre 2023

Perth



21 octobre 2023

NOUVELLE-ZÉLANDE

Auckland



21 octobre 2023

GRANDE-BRETAGNE

Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Londres pour la deuxième semaine consécutive pour protester contre la poursuite des bombardements israéliens dans la bande de Gaza assiégée. Les manifestants ont dénoncé les tentatives du gouvernement britannique d'étouffer les discours pro-palestiniens et promettent de marcher jusqu'à ce que cessent les bombardements israéliens à Gaza. Plus d'un millier de policiers ont été déployés avant la marche, la police métropolitaine avertissant que toute personne manifestant son soutien au Hamas, proscrit comme organisation terroriste au Royaume-Uni, ou s'écartant de l'itinéraire de la manifestation pourrait être mise en état d'arrestation.

Au nom de Palestine Solidarity Campaign, Friends of Al-Aqsa, Stop the War Coalition, Muslim Association of Britain, Palestinian Forum in Britain et Campaign for Nuclear Disarmament, Stop the War (UK) a publié une déclaration le 20 octobre :

« Les organisateurs de la Marche nationale pour la Palestine de ce samedi ont été informés par la police qu'elle imposerait des restrictions à la manifestation, comme elle l'a fait samedi dernier. Les explications données sont franchement peu convaincantes. À l'heure où certains membres du gouvernement remettent en cause le droit des citoyens de manifester contre les terribles attaques dont est victime le peuple palestinien, il est difficile d'y voir autre chose qu'une nouvelle tentative de restreindre la liberté de manifester.

« Comme nous l'avons dit à la police, imposer des restrictions sans précédent et inutiles aux manifestations ne peut qu'accroître la colère et la consternation.

« Nous manifesterons pacifiquement samedi pour exprimer notre horreur et notre indignation face aux choses horribles qui se passe au Moyen-Orient et à l'horrible massacre de Gaza. Plus de 150 000 personnes se sont jointes à nous la semaine dernière dans une formidable et diverse manifestation de solidarité et de compassion. Nous attendons encore plus de monde ce samedi. Aucune tentative du gouvernement ou de la police de saper les manifestations ne nous arrêtera, ni aucun de ceux qui veulent voir la fin des massacres en Palestine. »

Londres



21 octobre 2023

Liverpool



21 octobre 2023

Halifax



21 octobre 2023

Manchester



21 octobre 2023

ÉCOSSE Glasgow





21 octobre 2023

Édimbourg



21 octobre 2023

**IRLANDE
Belfast**





21 octobre 2023

Cork



21 octobre 2023

Dublin



21 octobre 2023

FRANCE
Paris



19 octobre 2023

Lyon



21 octobre 2023

Grenoble



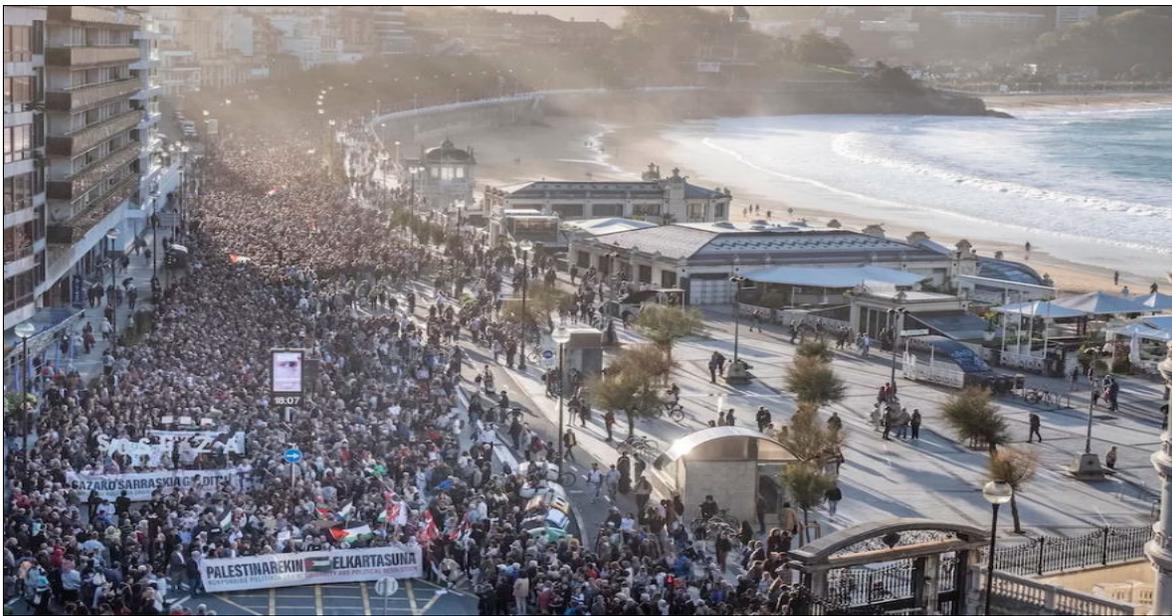
21 octobre 2023

ESPAGNE Barcelone



21 octobre 2023

Donostia, Pays Basque



21 octobre 2023

**ITALIE
Pordenone**



21 octobre 2023

Milan



21 octobre 2023

**SUISSE
Berne**



19 octobre 2023

**PAYS-BAS
Groningen**



21 octobre 2023

Maastricht



21 octobre 2023

ALLEMAGNE

Berlin



21 octobre 2023

Düsseldorf



21 octobre 2023

FINLANDE
Helsinki



21 octobre 2023

ALBANIE
Tirana





20 octobre 2023

KOSOVO
Pristina



21 octobre 2023

NORD DE LA MACÉDOINE
Skopje



20 octobre 2023

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Sarajevo



Bannières lors d'un match de football, le 21 octobre 2023 à Sarajevo: « Vos enfants sont nos enfants, votre sang et notre sang, vos blessures sont nos blessures, votre ennemi est notre ennemi. »

ROUMANIE

Bucarest





21 octobre 2023

ÉTATS-UNIS

Des manifestations massives ont eu lieu à Washington, New York et dans d'autres villes américaines le 21 octobre. À Washington, les manifestants ont marché du Washington Monument au Capitole en brandissant des drapeaux palestiniens et des banderoles tout en scandant « Free Palestine ». De nombreuses autres manifestations ont eu lieu à New York sur les campus. À Dearborn (Michigan), une banlieue située juste à la frontière ouest de Détroit, les étudiants de trois écoles secondaires ont débrayé en solidarité avec Gaza et la lutte nationale palestinienne. Ils ont brandi des drapeaux palestiniens et dénoncé les déclarations politiques de l'administration Biden.

Washington, DC





21 octobre 2023

Chicago, Illinois





21 octobre 2023

New York, New York



20 octobre 2023

Brooklyn, New York



21 octobre 2023

Pittsburgh, Pennsylvanie



20 octobre 2023

Houston, Texas



21 octobre 2023

Los Angeles, Californie





21 octobre 2023

Providence, Rhode Island



21 octobre 2023

Baltimore, Maryland



20 octobre 2023

Atlanta, Géorgie

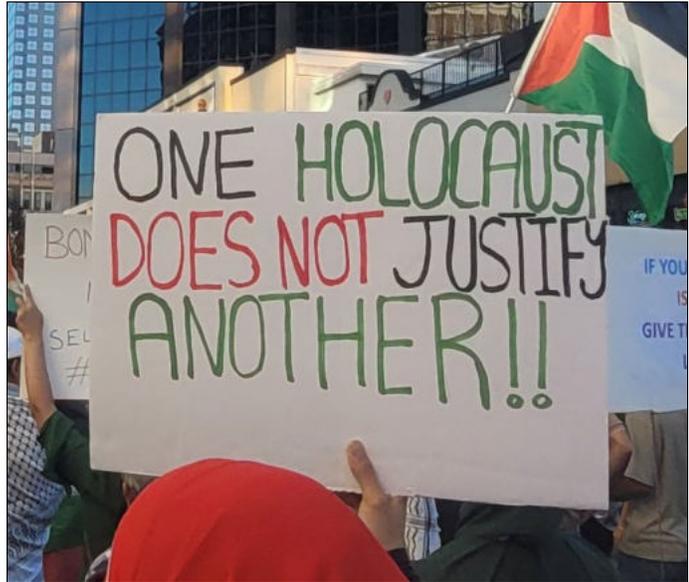




20 octobre 2023

Orlando, Floride





20 octobre 2023

Philadelphie, Pennsylvanie



21 octobre 2023

Cleveland, Ohio



21 octobre 2023

Columbus, Ohio



21 octobre 2023

Indianapolis, Indiana





20 octobre 2023

Madison, Wisconsin



21 octobre 2023

Denver, Colorado



21 octobre 2023

Portland, Orégon





21 octobre 2023

Corvallis, Orégon



21 octobre 2023

Arcata, Californie



21 octobre 2023

CANADA

Halifax



**COUNTER PROTEST
ALL OUT FOR PALESTINE**

**WHEN: 1PM SUNDAY,
OCTOBER 22**

**WHERE: CITADEL HILL
HALIFAX**

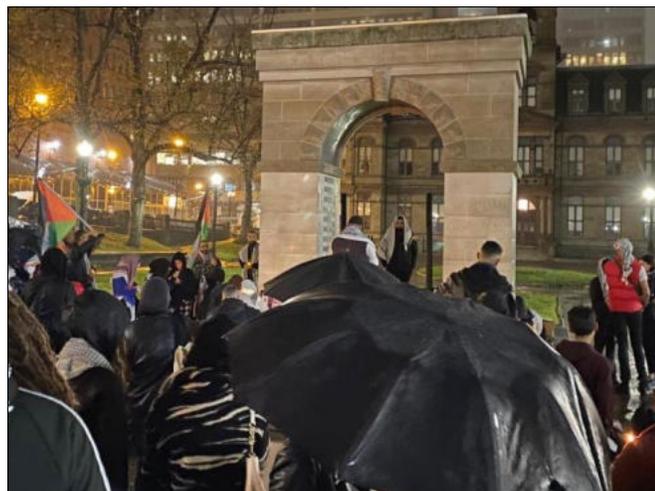


22 octobre 2023

**Halifax
Vigil for Gaza**

Saturday, October 21st at 7:30 PM
at City Hall.

Bring a candle and raise your voice in
solidarity with the Palestinian people.





21 octobre 2023

St. John



22 octobre 2023



20 octobre 2023

Québec



21 octobre 2023

Montréal





22 octobre 2023

RALLY AGAINST STUDENT REPRESSION

Join us for student rights and democracy

Friday, Oct 20 **McGill**

02:00 PM **Y-intersection**

McGill SPHR

(Note: The poster contains small, illegible text and a graphic illustration of a person's face.)





20 octobre 2023

Ottawa





22 octobre 2023

Toronto





21 octobre 2023

TORONTO: STOP ISRAELI WAR CRIMES!



**PROTEST DEPUTY PRIME MINISTER OF CANADA
CHRYSTIA FREELAND OUTSIDE HER TORONTO OFFICE**

**FRIDAY, OCTOBER 20 @ 10:30 AM
344 BLOOR ST W**








Toronto Protest

GENERAL STRIKE FOR GAZA

October 20th | 4:00 PM

Legislative Assembly of Ontario,
Queen's Park,
111 Wellesley St W, Toronto, ON M7A 1A2









20 octobre 2023

Mississauga

Massive Demonstration

البيت الفلسطيني تورتو يدعوك
للمشاركة الفعالة في المظاهرة
الحاشدة في مدينة ميسيساغا
دعما لشعبنا في غزة و ضد حرب
الابادة بحق شعبنا الفلسطيني.

STOP THE GENOCIDE

Sunday, October 22nd @ 2:00pm At Celebration Square 300 City Center Dr. Mississauga .





22 octobre 2023

Brantford



22 octobre 2023

London





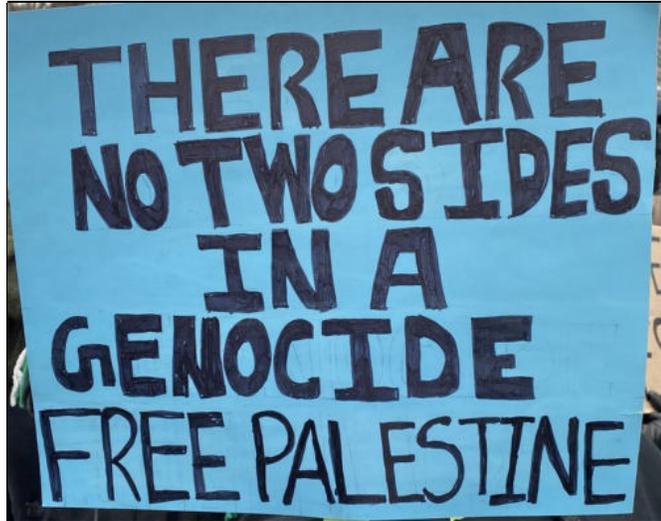
22 octobre 2023

Winnipeg



21 octobre 2023

Calgary



22 octobre 2023





21 octobre 2023

Join us this Friday after Friday prayers at the Akram Jomaa Islamic Centre,
2624 39 Ave NE, Calgary, AB T1Y 5V7.

Please bring the Palestinian flag as we unite to stand and pray for Palestine, calling for an end to the massacre.

Let's come together for this important cause.

انامع غزة



AGES 12 +

GIRLS CONVERSATION CIRCLE

FRIDAY | OCT 20, 2023 | 5:00 - 7:00 PM
OBK Gymnasium | 225 28 ST SE, T2A 5K4 Calgary, AB

Join us in a secure and inclusive environment where we encourage positive and meaningful conversations about the current events in the holy land of Palestine. This is a safe space where girls can freely express their thoughts and opinions, fostering healthy discussions on the ongoing situation.



20 octobre 2023



21 octobre 2023

Victoria



22 octobre 2023

(Photos : LML, Shehab, Wafa, FARS, Samidoun, Houthi Media, J. Hinklle, Palestine Chronicle, hassaninexile, Minrex, TeleSUR, venezuelaanalysis, crowdvbank, Archies Human, huggibear, Jomoboy, H. McKay, Shabbir Lakha, nsult6, Calderdale TUC, W. Gibson, A. Girling, B. Doherty, Ramil-up, gegenrechts1965, C. Rads, Irish Unity, M. Kendi, miqimm, Rashid bnc, Resumen Latinoamericano, selenesb_tch, ahmedOelmetwaly, silicon-sil, IBernice, M. Khaled, luavienrose, A. Dazabb, gerardo_dsign, lifewithsommer, radio kontakt, Telegraf, Libertatea, S. Malik, slamamkedir, T. Herzallah, reality_rush33, SammayyaZra, abolishnato, Heatherhgz, randomhuman40, Answer, ajd theory, U.S. Palestine Community Network, Peoples City Council LA, Corpse Lemmy, itsautumntbh, T. Simone, J. Lanzo, protest_nyc, chezrebellion, FRSO, skyflyer81, motarola, bongsb4dongs, exile drazen, ytnessisdeath, Free Palestine Halifax, L. Whiskers, lumouisandwild, Spring Mag, @supportpalestine, S. Sohawardy, Appui Palestine, R. Rousseau, D. Mivasaïr, Farhani67180, Occupy WSIB, E. Leedham, D. Currie.)



